

## DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

### LE LOGEMENT

LA SUBVENTION DE \$3,000—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Marcel Roy (Laval):** Madame le Président, en vertu du programme canadien d'encouragement à la propriété, une subvention de \$3,000 était versée par le gouvernement fédéral à tous les Canadiens désireux d'acheter une propriété. Ce programme qui a connu une grande popularité a contribué à relancer la construction au Canada, et malheureusement a dû être abandonné le 4 mai dernier pour diverses raisons, dont la modification du taux d'intérêt, qui a connu une baisse assez considérable. Depuis cette annonce, le caucus des députés libéraux de la région Laval-Laurentides, qui a l'honneur de vous compter parmi ses membres, madame le Président, a rencontré le 12 mai l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec qui a présenté une résolution officielle à l'occasion de cette réunion, résolution qui a été acheminée au caucus national des libéraux et qui a été appuyée à l'unanimité par ses membres, qui ont incité le gouvernement à reconnaître les engagements des acheteurs qui ont signé leur offre d'achat. Nous attendons donc avec impatience la décision du ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement concernant cet important secteur de l'économie.

\* \* \*

[Traduction]

### L'OFFICE NATIONAL DU FILM

LA FERMETURE DE BUREAUX RÉGIONAUX

**L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles):** Madame le Président, je tiens à protester énergiquement contre la récente décision de l'Office national du film de fermer huit de ses bureaux régionaux, y compris celui de ma circonscription, Kingston et les Îles.

Cette mesure ne permettra de réaliser que des économies insignifiantes à côté de l'importance que ces bureaux revêtent pour les collectivités intéressées. Par exemple, les commissions scolaires locales font constamment appel aux ressources de la cinémathèque de l'Office national du film, de Kingston, pour compléter leur programme d'études canadiennes. Des groupes ethniques font une grande utilisation de films sur la vie et l'histoire du Canada et de leurs ancêtres qui ont émigré avant eux. Des groupes de personnes âgées de la région projettent régulièrement des films pour distraire leurs membres. La fermeture du bureau local mettrait un terme à toutes ces activités.

Le bureau de Kingston de l'Office national du film se classe cinquième sur trente pour ce qui est de l'efficacité de l'ensemble des bureaux, si bien qu'il est difficile de comprendre les raisons de sa fermeture.

J'exhorte donc le ministre des Communications (M. Fox) à agir rapidement en vue de rescinder la décision que l'Office national du film a prise un peu trop à la légère en ce qui concerne la fermeture d'un grand nombre de ses cinémathèques régionales.

## Article 21 du Règlement

### LE LOGEMENT

LE PROGRAMME D'AIDE POUR L'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ—  
LA SITUATION CRITIQUE DES FAMILLES QUI ONT ACHETÉ LEUR  
MAISON IL Y A PLUSIEURS ANNÉES

**M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill):** Madame le Président, je veux aujourd'hui attirer l'attention de la Chambre et, je l'espère, du gouvernement sur la situation critique des familles qui ont eu recours au programme d'aide pour l'accession à la propriété il y a plusieurs années et qui, depuis, s'efforcent de mener leur projet à bien et de respecter leurs engagements. Ces familles se trouvent maintenant punies par le gouvernement parce qu'elles ont pris leurs responsabilités au sérieux. Les gens qui n'ont pas voulu ou n'ont pas pu rembourser leurs emprunts ou qui ont simplement quitté leur maison achetée en vertu de PAAP après avoir omis de faire leurs versements pendant un certain temps s'en sont souvent tirés beaucoup mieux que ceux qui sont demeurés chez eux et qui voient maintenant leurs placements perdre de la valeur parce que la SCHL reprend en main d'autres maisons semblables à la leur dans leur voisinage.

Si le gouvernement a les moyens d'offrir \$3,000 pour l'achat d'une maison neuve, je ne vois pas pourquoi il ne pourrait pas, à ce moment-ci, récompenser la persévérance et le sérieux des bénéficiaires du PAAP en renonçant au solde impayé de leur prêt ou en leur remettant la somme déjà versée pour liquider leur prêt. C'est bien le moins que le gouvernement puisse faire pour ces gens qui sont plongés dans de graves difficultés.

\* \* \*

[Français]

### LES TEXTILES ET LE VÊTEMENT

LES IMPORTATIONS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jean-Guy Dubois (Lotbinière):** Madame le Président, le mercredi 13 avril, j'ai eu l'occasion de faire une déclaration en vertu des dispositions de l'article 21 du Règlement se rapportant à la situation relative à l'importation de vêtements, et j'ai mentionné que le Cabinet devait étudier la question des importations et prendre une décision en conséquence.

Je lisais hier dans les journaux, à la suite d'une conférence de presse tenue par l'Institut des manufacturiers et par les syndicats concernant la situation de l'industrie du textile et du vêtement, que ceux-ci ont demandé au gouvernement canadien de prendre des décisions concernant les importations.

Madame le Président, après avoir écouté les reportages et lu les journaux concernant cette situation, je ne suis pas tout à fait d'accord sur l'ensemble des déclarations faites par les syndicats et les employeurs, sauf que je partage certains points de vue sur la situation des importations, et je puis leur affirmer que les députés fédéraux concernés par la situation du textile et du vêtement s'occupent activement de cette situation avec les ministres responsables, et ont demandé instamment au Cabinet de prendre une décision relativement aux importations. C'est la raison pour laquelle, quand on parle de convaincre les députés fédéraux au sujet de cette situation, je pense que les députés concernés par ces problèmes sont déjà énormément avancés avec les ministres pour travailler sur cette situation, et je puis dire aux travailleurs du textile et du vêtement que les députés concernés dans les différentes circonscriptions s'occupent âprement de ce dossier, et nous espérons que le gouvernement pourra, dans les jours prochains, prendre une